

Espace Progressiste Républicain

Appel pour la constitution de la commune à l'Europe d'une
Plateforme de rassemblement confédérale

RETOUR SUR LES ÉLECTIONS DE 2017

Si l'on peut parler d'une véritable séquence électorale, si l'on peut réellement parler « des élections de 2017, c'est qu'il s'est agi, cette année, de la succession de l'élection présidentielle puis des élections législatives, comme c'est le cas depuis la réduction du mandat du président de la République à un quinquennat. Mais, cette année, plusieurs évolutions sont à observer qui constituent une véritable recomposition des identités politiques dans notre pays.

1. La « séquence électorale » de 2017

Ce qui caractérise la « séquence électorale » de 2017, c'est, essentiellement, la montée d'un candidat qui l'était pour la première fois, E. Macron, ainsi que du mouvement qu'il a fondé et qui porte les mêmes initiales que lui, « En marche », autrement appelé LREM, « La République en marche », la persistance de l'importance de la place du Front national dans l'ensemble électoral et la montée, à gauche, d'un nouveau mouvement, celui qui a été engagé par J.-L. Mélenchon, sous le nom des « Insoumis ». Sans doute cette recomposition des identités politiques est-elle de nature à nous interroger sur la place que doit occuper le P.C.F. dans l'espace politique français.

2. La place du F.N. dans l'espace électoral

Avant d'aller plus loin dans l'analyse de la situation de la gauche à l'issue de cette séquence électorale, sans doute importe-t-il de s'interroger sur la place du Front national dans l'espace politique de notre pays. Ne nous dissimulons pas les faits : sans doute si, en 2017 comme ce fut le cas au cours de toutes les élections nationales depuis l'élection présidentielle de 2002, le F.N. occupe une importance majeure dans notre pays, est-ce en raison d'un déplacement des voix des classes sociales populaires vers lui. Tout semble indiquer qu'aujourd'hui, le F.N. occupe une place laissée libre par l'affaiblissement des partis de gauche dont le PCF. C'est une des raisons qui oblige le P.C.F. à s'engager pour retrouver les voix et l'adhésion des milieux populaires à son projet politique.

3. La recomposition du Parti socialiste

La naissance du mouvement d'E. Macron a engagé une profonde recomposition du P.S. Il ne s'agit plus du premier parti de gauche comme il l'était depuis 1981, car il est doublement affaibli. En effet, d'un côté, bon nombre des acteurs politiques qui se réclamaient de lui se sont tournés vers le mouvement d'E. Macron et vers son gouvernement, et, de l'autre, un nombre important de militants du P.S. de gauche ont rejoint les positions de B. Hamon qui semble décidé à quitter le P.S. Dans ces conditions, le P.S. est engagé dans une logique de recomposition de son discours et de son projet, mais, en même temps, aussi de ses adhérents et de ses militants.

4. Le déplacement de la social-démocratie vers la droite d'E. Macron

Sans doute s'agit-il de la logique nouvelle de ces élections : on peut parler de l'émergence d'une social-démocratie affichée en France, alors qu'un tel mouvement était engagé depuis longtemps en Allemagne ou en Italie, et, sans doute, en Grande-Bretagne compte tenu des évolutions du Labour, du parti travailliste. Parler d'une social-démocratie consiste à parler d'un mouvement qui ne se reconnaît ni dans un projet et une identité réellement socialistes, ni, pour autant, dans une identité de droite. Il s'agit d'une forme d'engagement vers une forme de libéralisme social cherchant à engager une politique de compromis entre les impératifs et les choix économiques du libéralisme et une sorte de coloration progressiste vers la recherche d'un progrès social et surtout sociétal de nature à recueillir l'adhésion de la petite bourgeoisie. L'apparition de « En marche » a conduit la social-démocratie française à s'engager sérieusement vers une politique libérale et vers une politique se rapprochant de la droite. C'est ainsi que l'on retrouve dans le gouvernement d'E. Philippe des personnalités issues de la droite, comme le premier ministre ou comme le ministre de l'Économie, B. Le Maire, en même temps que des personnalités issues du P.S., comme le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, G. Collomb, ou le ministre des affaires étrangères, J.-Y. Le Drian, ou des Ecologistes, comme N. Hulot, le ministre d'État, ministre de l'écologie.

5. La nécessaire recomposition de la gauche

Il y a, dans ces conditions, une nécessité impérieuse de la gauche à se recomposer, à se reconstruire, pour aborder les prochaines élections comme les élections municipales. Cette recomposition de la gauche devrait se fonder, semble-t-il, sur quatre éléments, sur quatre dynamiques. La première est le rapprochement du P.C.F. avec des courants issus du P.S. ou des Verts : le P.C.F. devrait tendre la main à ces courants, à ces tendances, afin de constituer un pôle de gauche (**idée de pôle Progressiste Républicain**). La deuxième dynamique de

cette recombinaison de la gauche serait un autre rapprochement, de ce pôle et des Insoumis : plus facile dans le cadre d'un rapport de force, mais pas si évident. Ce serait une erreur de maintenir une sorte d'état de faiblesse du P.C.F. en le maintenant à distance des Insoumis qui semblent connaître une forme de croissance. C'est là la troisième dynamique de la recombinaison de la gauche : sans doute une des significations des élections de 2017 est-elle l'affaiblissement général des partis classiques et la montée de mouvements populistes qui leur sont extérieurs ou qui sont issus d'eux en les quittant. **La gauche devrait, sans doute – le P.C.F. compris – se penser dans ces identités politiques extérieures aux partis.**

6. Le P.C.F. et ses logiques politiques : la résolution du Conseil national du 22 juin

C'est en ce sens que le P.C.F. doit engager un renouvellement de ses orientations et de ses engagements, à la fois pour répondre à des attentes des classes populaires qui ne sont pas toujours exprimées et pour engager ce déplacement des identités politiques de la gauche. La résolution du Conseil national du 22 juin peut se lire de quatre façons. D'abord, il s'agit du projet d'un congrès appelé à élaborer un nouveau projet politique pour le P.C.F., mieux inscrit dans la situation politique de la France et de l'Europe aujourd'hui. Par ailleurs, il s'agit, plus précisément, de répondre à « *la fracture politique et sociale* », qui, selon la résolution, « *s'aggrave* ». Cette fracture est celle que nous avons évoquée plus haut, entre de nouvelles identités du travail et de nouvelles identités politiques. D'autre part, sans doute le P.C.F. devrait-il s'engager plus particulièrement dans deux domaines dans lesquels la crise est sensible : les villes et les banlieues et le devenir de l'économie de notre pays dans l'espace européen recomposé. Enfin, il s'agit, plus généralement, de la « *reconstruction d'un parti, outil de la France populaire* » : c'est de la construction d'une forme de nouveau P.C.F. qu'il s'agit, à la fois d'un nouveau discours, de nouvelles orientations et de nouvelles pratiques politiques.

Constitution d'un Espace Progressiste Républicain de rassemblement à gauche

Genèse de nos difficultés

Depuis 2005 avec la constitution des collectifs antis libéraux on a obtenu le rejet du traité constitutionnel (TCE) sans pour autant gagner une majorité de transformation sociale. Les collectifs antis libéraux se sont dissous dans la victoire du « NON » au TCE sans pouvoir opposer une résistance collective à la ratification du traité de Lisbonne.

La Présidentielle de 2007

Cette séquence électorale a sanctionné par un score calamiteux pour le PCF en l'absence d'une stratégie de rassemblement claire et attractive pour les électeurs.

La construction du Front de Gauche comme espace de rassemblement permet dans un contexte difficile de commencer à recoller les morceaux de la diversité des composantes de la gauche avec une forme qui restera celle, malheureusement, d'un cartel national sans structuration à la base. Naissance de la GU issue d'une scission du NPA et du PG constitué autour de Mélenchon.

De la Présidentielle de 2012 aux élections de 2014

La construction du programme « L'humain d'abord » et la candidature au nom du Front de Gauche de Jean-Luc Mélenchon a donné à la gauche de transformation sociale un score à deux chiffres à la présidentielle.

Ce succès n'a pas résisté à l'épreuve des législatives de 2012. Un pas avait été fait sans trouver la forme pérenne du rassemblement. Le groupe parlementaire issu des législatifs est très faible : tout juste 15 élus dont seulement 7 communistes et deux PG et des divers gauches.

Le mode de fonctionnement du Front de Gauche a trouvé ses limites **aux élections municipales et européennes de 2014**. Le PG de Jean Luc Mélenchon voulant se conforter grâce à ces élections et le PCF ont commencé à diverger.

Echéances 2017

Le PCF a voulu donné un nouveau souffle au programme du Front de Gauche « L'humain d'abord » en organisant une « grande consultation citoyenne » en 2016 qui appelait de ses vœux au rassemblement des énergies disponibles pour constituer dans la foulée du Front de Gauche, **un Front populaire et citoyen**.

Cette démarche s'est heurtée à la volonté de Jean-Luc Mélenchon de se déclarer candidat à l'automne 2016 et sur la Constitution d'un espace de rassemblement « la France insoumise » à partir d'une démarche collaborative inclusive bâtie sur la négation de la diversité des organisations politiques à gauche.

La naissance de la France insoumise ne s'est pas faite en synergie mais en hégémonie sur les autres avec la volonté de dissoudre dans un moule unique tout le monde, par exemple, quelques camarades communistes ont choisi de rejoindre FI, d'autres restants dans le flou grâce à la double appartenance.

Plus grave, dans le discours politique le passage du peuple à « les gens » en prenant le même chemin qu'Emmanuel Macron sur l'idée « plus de gauche et de droite ».

Pourtant les composantes politiques du Front de Gauche ont apporté leur soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

Cette campagne innovante et dynamique s'est faite avec tous mais sans reconnaissance de l'apport de chacun. Le débat sur le score de la présidentielle est, et reste, un sujet de controverse entre FI et l'ensemble des acteurs de la campagne. « FI » en revendique le score en niant l'apport des uns et des autres ramenés au rang de « sujet ».

Pour autant une nouvelle étape a été franchie avec le score de 19% à la présidentielle et la constitution de deux groupes à l'assemblée nationale soit 32 parlementaires.

Dans un contexte d'effondrement de la social-démocratie, la disparition de l'écologie politique et un premier recul du front national.

Que Faire ?

Sera-t-on capable de combattre et dépasser le populisme de Macron qui fait la part belle au libéralisme ?

Pour bâtir « Le temps du commun » nous devons réinventer l'espace de rassemblement en tenant compte de nos échecs.

Nous avons refusé, nous les communistes, d'accepter de définir les règles du rassemblement et d'en codifier les formes de représentativité de peur de disparaître. Le Front de Gauche est resté un cartel national sans vie locale sauf rares exceptions.

De quel rassemblement a-t-on besoin ?

D'un côté la FI, centralisé prônant l'uniformité autour d'un chef camoufler derrière un modèle informatique populiste.

De l'autre de bonne intention mais chacun campant sur son ADN et le respect de son identité.

Appel à la Constitution d'un Espace Progressiste Républicain

Nous proposons la création avec toutes celles et ceux qui le souhaitent, personnes physiques, morales, syndicales, associatives, politiques... un espace de transformation sociale anti-libérale comme au moment du TCE et ouvert sur la société.

Espace confédéral* progressiste républicain qui trouve ses racines dans L'idée de progrès liée, sur le plan philosophique, à une tendance profonde des Lumières qui pensaient pouvoir transformer le monde à partir de la diffusion

de connaissance dotant les êtres humains des moyens intellectuels nécessaires à la mise en cause et à la transformation de la société d'Ancien Régime.

En France, dans les années 1970, l'idée selon laquelle la peine de mort devait être abolie relevait d'une pensée progressiste, par opposition à l'idée selon laquelle elle devait être maintenue, qui relevait d'une pensée conservatrice.

L'actuel progressisme peut défendre des idéaux comme le sexe libre, l'avortement, le féminisme, les droits des homosexuels, la laïcité.

Dans sa campagne des primaires américaines démocrates de la présidentielle de 2016, Bernie Sanders se réclame du progressisme.

L'idée même de progrès fait l'objet de pillage par la droite et les capitalistes. Reprenons notre héritage en faisant œuvre d'intelligence collective pour gagner au vote et à l'action pour un autre monde les 99% de la population qui souffre des politiques d'austérités,

Nous devons définir les règles de vie, de fonctionnement, de désignations des portes paroles, des candidatures et de la gestion du budget en acceptant l'existence et la vie des organisations qui le composent.

Le parti communiste a un rôle moteur dans cette construction et doit et devra poursuivre son propre développement car les parties ont une réalité, un avenir et une utilité.

Pour preuve tous ceux qui s'en démarque pour faire de la politique autrement fondent de nouvelles parties et pour certains des chapelles.

* Confédérations et fédérations

Le mot « confédération » s'oppose à celui de fédération. En effet, ces termes ne sont pas interchangeables. Dans une confédération, la souveraineté appartient exclusivement (ou principalement) aux entités qui composent l'ensemble.